



**Appel contre le projet de loi PEILLON  
et le décret concernant les rythmes scolaires  
TOUS EN GRÈVE LE MARDI 12 FÉVRIER 2013 !**

À l'appel des organisations syndicales : SNUDI-FO11, FNEC-FP-FO11, SNUipp-FSU11, SUD-Éduc.11, CGT-Éduc'action11 :

- Nous considérons que le projet de **décret sur les rythmes scolaires** est inacceptable. Il ne favorise pas la réussite scolaire de tous les élèves, il n'améliore en rien les conditions d'apprentissage des élèves et risque d'aggraver les inégalités sur le territoire. Il ne remet pas en cause l'aide personnalisée responsable de la disparition des postes RASED et de journées surchargées. Ce projet dégrade nos conditions de travail et entraîne une nouvelle diminution de notre revenu imposée par le mercredi travaillé : frais de transport supplémentaires, frais de garde d'enfants, fin des études surveillées... De plus, ce projet fait dépendre nos emplois du temps (entrée, sortie et pause méridienne) de décisions prises par les collectivités locales. Ces collectivités pourraient même déterminer une partie de nos obligations de service à travers la mise en œuvre du Projet Éducatif Territorial (PET).

**Pour toutes ces raisons, nous demandons l'abandon immédiat du projet de décret sur les rythmes scolaires. Le statu quo sur l'organisation de la semaine à la mode Darcos n'est pas possible... mais changer, c'est pour du mieux !**

- Concernant la **loi d'orientation et de programmation**, nous faisons le constat que non seulement son projet ne répond pas aux attentes fortes de la profession mais, en plus, il porte en germe la territorialisation du service public d'Éducation. Au moment où s'ouvrent les discussions pour la carte scolaire de l'an prochain, la programmation budgétaire prévue pour les 5 ans à venir apparaît bien insuffisante pour couvrir les besoins tant les suppressions précédentes ont mis à mal l'École.

**Les classes surchargées, le manque de remplaçants, l'absence de RASED, l'école maternelle maltraitée, les difficultés toujours grandissantes de la direction d'école... ça suffit ! Nous portons l'exigence de revendications nécessaires pour nos conditions de travail, pour lutter contre les inégalités scolaires et pour faire réussir tous les élèves : baisse des effectifs, réduction du temps de service, programmes adaptés, réimplantation et développement des RASED, formation continue sur le temps scolaire, scolarisation précoce en maternelle dans de bonnes conditions...**

- D'autre part, enseignants du primaire, nous nous trouvons dans une situation de **déclassement salarial** qu'il est urgent de résorber. À ces inégalités s'ajoute celle d'un sous-salaire des femmes dans un métier féminisée à plus de 80 %.

**Nous exigeons que s'ouvrent au plus vite des discussions pour repenser les carrières des enseignants des écoles. Nous revendiquons : la revalorisation du point d'indice (gelé depuis 3 ans) et son indexation sur les prix, des mesures de rattrapage des pertes, l'intégration des primes dans le salaire sous forme indiciaire, l'abrogation du jour de carence .**

**Pour toutes ces raisons, une nouvelle réforme de l'École doit être repensée et réécrite. À cette occasion, nous réaffirmons qu'une réforme touchant à l'École ne peut se faire contre les enseignants ni sans eux. En l'état, nous nous prononçons pour l'abandon immédiat et définitif du projet de loi PEILLON et du décret sur les rythmes scolaires, qui en est la première déclinaison.**

▶ **CARCASSONNE** : Rassemblement à 9h30 devant la préfecture (rue Bringer) au moment où se déroulera le CDEN qui doit entériner les mesures de carte scolaire. Ce sera aussi l'occasion de soutenir les écoles victimes de fermeture. Action médiatique et Assemblée Générale salle Joë Bousquet.

▶ **NARBONNE** : Assemblée Générale à 14h30 à la Bourse du travail, suivie d'un rassemblement devant la sous-préfecture à 16h.